

interest rates?», de R. B. Bryce, que la revue *Choice* a publié dans son numéro de février 1982. M. Bryce écrit notamment ce qui suit:

Le Canada dispose d'un marché des capitaux fort développé, il est ouvert sur les marchés des capitaux ailleurs dans le monde, et il n'est assujéti à aucune restriction majeure... Son marché des capitaux est relié d'une façon particulièrement étroite avec l'énorme et libre marché des capitaux des États-Unis.

S'il fallait établir le contrôle des changes comme certains le préconisent si promptement, les failles et les échappatoires ne tarderaient pas à paraître. Il est si facile aux investisseurs et aux prêteurs canadiens d'aller profiter des taux américains. Nous en avons vu de nombreux exemples ces deux dernières années. Dès que nos taux tombent légèrement sous ceux des États-Unis, la valeur du dollar canadien tend à baisser. Ne faisons jamais l'erreur de prétendre, comme le souligne M. Bryce, que le contrôle des changes peut être imposé à la légère. Notre pays est trop bien intégré pour cela au grand marché nord-américain des capitaux.

L'autre solution, que beaucoup de gens avancent, pour nous affranchir de cette étroite interdépendance avec le marché américain serait de laisser plonger notre dollar, de le dévaluer, en somme. Comme je le disais, certains de mes électeurs m'ont demandé pourquoi ne pas faire baisser le dollar à 75c., pourquoi le maintenir à 80c.? Le chiffre de 82c., ou de 80 ou de 85, n'a rien de magique. Pas plus que celui de 75c. d'ailleurs. Les gens qui émettent cette idée, tout bonnement, à la légère, oublient que rien ne garantit que le dollar canadien cessera de glisser une fois atteint l'objectif de 75c. Et s'il tombait encore, comment enrayerions-nous sa chute?

Ils oublient aussi, en préconisant cette option que, rendu à 82c., le dollar canadien a déjà connu ce genre de dévaluation. Nous en avons été témoins ces dernières années. Nous en avons déjà réalisé les prétendus avantages sur le plan des exportations. Ce que nous devons faire maintenant, c'est profiter de ces avantages tout en cessant de chercher des excuses pour justifier une nouvelle ronde de dévaluation. Nous devons maintenant nous pencher sur notre économie et en résoudre les problèmes.

Certaines solutions sont déjà en place. Je renvoie ici mon collègue de Kamloops-Shuswap à la déclaration faite par le premier ministre (M. Trudeau) à l'occasion de la conférence des premiers ministres, le 4 février. A la page 5 du document que j'ai obtenu de son cabinet, il déclare:

L'expérience, tant chez nous qu'à l'étranger, nous a montré qu'il n'est pas possible d'avoir un développement économique réel, à long terme, ou de créer des emplois durables, à moins que l'on ne soit d'abord disposé à résoudre les problèmes comme l'inflation qui y font obstacle.

Je tiens à souligner la remarque qu'a faite ensuite le premier ministre:

Il n'est pas possible d'éviter les exigences de l'auto-discipline.

C'est ce qui s'impose dans notre économie aujourd'hui, non la recherche de solutions rapides comme un dollar dévalué, un contrôle des changes ou quelque autre solution appliquée de l'extérieur. Nous avons entendu aujourd'hui certains des remèdes préconisés par les néo-démocrates. L'argumentation est bonne. Je ne m'accorde cependant pas avec eux sur leur opportunité. Nous ne réussirons pas à changer la structure fondamentale de notre économie, comme ils le préconisent, assez rapidement pour remédier aux problèmes immédiats des propriétaires ou des hommes d'affaires de ma circonscription ou des leurs. C'est en effet se faire illusion en quelque sorte que de

Les subsides

ne songer qu'à ces solutions. A l'examen, on finit par y voir des solutions magiques au lieu du genre d'auto-discipline dont parlait le premier ministre.

Si nous voulons nous attaquer à l'inflation, nous n'avons qu'à suivre des jalons comme ceux que nous a proposés le député d'Ottawa-Centre dans son discours il y a quelques instants. Je sais gré aux néo-démocrates de nous avoir offert certains conseils à ce sujet; d'après eux, nous devons continuer à chercher des moyens de protéger les plus vulnérables sans étouffer cet esprit d'autodiscipline, cet esprit qui se manifeste dans le choix des priorités économiques. Il nous faut créer ces priorités, et il nous faut aussi trouver des moyens de protéger les plus vulnérables.

Encore aujourd'hui, nous avons vu une différence entre leur parti et le nôtre quand le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a demandé au ministre chargé du logement (M. Cosgrove) ce qu'il compte faire à propos des taux d'intérêt actuels. Le chef du NPD réclamait une politique applicable à tous. Le ministre lui a signalé à maintes reprises qu'il est important de définir l'objectif, d'établir les priorités et d'aider les plus démunis.

Le ministre chargé du logement a raison. Nous devrions offrir un programme généreux pour aider les gens qui sont vraiment dans le besoin et résister à la tentation d'élaborer un programme hypothécaire universel. Le député de Laurier (M. Berger) a prononcé un discours aujourd'hui.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. Il peut cependant poursuivre avec le consentement unanime.

Des voix: D'accord.

M. Fisher: Je ne veux formuler que quelques observations rapides. Nous avons entendu le député de Laurier parler aujourd'hui des efforts déployés pour secourir les petites entreprises et favoriser la création d'emplois. Ce sont des points importants. Ces efforts sont soigneusement canalisés, comme dans le cas du programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre ou d'autres initiatives prises dans l'industrie forestière. Ces programmes s'adressent seulement à certains groupes. Le pays n'a pas aujourd'hui les moyens de se payer de vastes programmes d'application générale. Nous visons des solutions moyennes. Nous visons à établir un raffermissement durable, l'autodiscipline et un climat de confiance afin de démontrer que nous sommes vraiment décidés à lutter contre l'inflation.

Comme le député d'Ottawa-Centre l'a dit, l'austérité tant monétaire que fiscale est nécessaire.

Nous avons plus besoin de solutions fermes et d'autodiscipline que des formules magiques dont nous avons entendu parler tout à l'heure. Toutes séduisantes que soient ces formules magiques, elles ne conviennent plus dans un monde difficile où ne pouvons pas tout avoir, où nous devons faire des choix et dresser une liste des priorités.

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur l'Orateur, dans les quelques minutes que j'ai à ma disposition, je tiens à féliciter le nouveau secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) pour son excellent premier discours dans l'exercice de ces fonctions. Il a une tâche ingrate. Je ne voudrais certainement pas être chargé de défendre l'actuel ministre des Finances (M. MacEachen). Ce poste sera sa perte,